



Claude Corbo et Marie Ouelton (éd.)

L'idée d'université **Anthologie des débats sur l'enseignement supérieur au Québec de 1770 à 1970**

Presses de l'Université de Montréal

25. Conditions et caractéristiques d'une université moderne

1935-1941

Marie-Victorin

DOI : 10.4000/books.pum.13541
Éditeur : Presses de l'Université de Montréal
Lieu d'édition : Presses de l'Université de Montréal
Année d'édition : 2002
Date de mise en ligne : 12 juillet 2018
Collection : PUM-Corpus
ISBN électronique : 9791036504679



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

MARIE-VICTORIN. 25. *Conditions et caractéristiques d'une université moderne : 1935-1941* In : *L'idée d'université : Anthologie des débats sur l'enseignement supérieur au Québec de 1770 à 1970* [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2002 (généré le 08 janvier 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/13541>>. ISBN : 9791036504679. DOI : 10.4000/books.pum.13541.

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2019. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

25. Conditions et caractéristiques d'une université moderne

1935-1941

Marie-Victorin

NOTE DE L'ÉDITEUR

Sources : [Ouverture sur le monde et collaboration internationale], « Nos amis les professeurs étrangers », *Le Devoir*, 6 décembre 1935 ; [La vraie fin de l'université], « Après les batailles, les œuvres de la paix », *Le Devoir*, 25-26 septembre 1936 ; [Lignes de force du développement universitaire], « Sur le front universitaire. Une société pour l'étude et la libre discussion des problèmes universitaires », *Le Devoir*, 16 juin 1936 ; [Pour le développement concerté d'un Institut de géologie], « Pour un Institut de géologie », *Le Devoir*, 27-29 janvier 1937 ; [Comment l'Église doit comprendre et soutenir l'université], « La science et notre vie nationale », *Le Devoir*, 10, 13 octobre 1938, repris dans *Science, culture et nation*, op. cit., p. 56-59 ; [Nécessité de publier], *Histoire de l'Institut botanique de l'Université de Montréal 1920-1940*, Montréal, Institut botanique de l'Université de Montréal, 1941, p. 45, 70.

[Ouverture sur le monde et collaboration internationale]

- 1 L'honneur conféré à notre collègue Pierre Masson, savant international, Français de France, et professeur à Montréal depuis de longues années, soulève chez nous toute la question des professeurs étrangers. Notre situation universitaire canadienne-française, même si l'on fait abstraction du navrant côté matériel, est précaire, pathétique à certains égards. Deux Universités séparées par des cloisons étanches, trop étanches, assez étanches en tout cas pour empêcher l'échange facile de professeurs... Et c'est tout. Milieu intellectuel restreint et à basse pression. Risque d'auto-intoxication. Dans les nombreuses

universités américaines, le sang circule constamment, car les professeurs passent de l'une à l'autre avec une grande facilité. Les universités canadiennes de langue anglaise sont constamment alimentées par la production formidable des universités des Îles Britanniques.

- 2 Chez nous, le jeune professeur, retour d'Europe, atterrit à Laval ou à Montréal, rabat ses ailes et s'incrute pour la vie. Un seul moyen de réjuvenescence, l'infusion d'une dose appropriée de sang nouveau au moyen de professeurs venus de l'étranger, choisis avec soin, et invités pour une période déterminée. Il règne à ce sujet, dans l'opinion publique, des sentiments fort divers. À côté des xénophobes atrabilaires incurables, enfermés dans un particularisme têtu et insensé, il y a ceux qui, insuffisamment renseignés sur l'état de notre culture, croient sincèrement que nous avons chez nous toutes les compétences nécessaires. Et combien difficile et délicat de les désabuser !
- 3 À l'autre pôle, il y a les xénophiles aveugles, les nègres de la plantation, atteints congénitalement du « complexe d'infériorité », ou rongés par un snobisme obtus, toujours prêts à s'incliner devant qui vient de loin. Ces xénophiles outranciers constituent un milieu de naïfs et de dupes, périodiquement parasité et razié par les chevaliers d'industrie venus d'outre-mer.
- 4 Comment se reconnaître parmi ces attitudes diverses ? Comment concilier le bon sens avec nos besoins intellectuels, la fierté nationale avec le sentiment très vif et très fidèle qui nous porte vers nos cousins de France ?
- 5 Cela n'est pas toujours facile. Mais on peut, ce me semble, poser des principes raisonnables. Nulle Université — surtout dans la situation des nôtres — ne peut tirer tout de sa propre substance. D'autre part, nulle Université ne doit faire appel à l'étranger quand elle a sur place une compétence équivalente. Il est sans doute excellent, quand il s'agit de fonder un nouvel organisme de culture, universitaire ou non, sans analogue dans le pays, d'en confier la direction pour un temps à un spécialiste qui fera bénéficier la nouvelle institution de la riche expérience technique ou culturelle du Vieux Monde. Mais la direction étrangère ne doit pas s'éterniser et une institution, une école, qui, après deux ou trois décades, ne peut pourvoir elle-même à sa propre direction générale se décerne à elle-même un magistral brevet d'inefficacité. Évidemment, il y a ici des questions d'espèce et des exceptions justifiées, surtout, et peut-être exclusivement, dans les domaines particuliers des arts et des lettres. Mais la thèse générale est, ce me semble, de bon sens élémentaire. Il n'y a là d'ailleurs rien de désobligeant pour nos amis les professeurs d'Europe, pour ceux du moins qui sont vraiment des missionnaires de l'esprit, et non pas de médiocres arrivistes venus pour grossir le nombre imposant de ceux que nous avons déjà. Ces derniers, s'il en est, n'ont droit, je pense, à aucun égard particulier.
- 6 Ce dont nous avons besoin, ce que nous devons demander à l'Europe, ce ne sont ni des administrateurs, ni des préfets de discipline — nous avons tout cela, je pense — mais des maîtres brillants et dynamiques, capables d'attirer les étudiants autour de leur chaire, de les faire accéder d'enthousiasme à la véritable vie de l'esprit. Pour retenir ces professeurs chez nous, nous devons leur faire une vie intéressante et large, les rémunérer à leur valeur et ne pas les empoisonner par l'expression d'une xénophobie grossière qui ne nous grandit guère.
[...]
- 7 Sur cette question des professeurs européens, nous sommes de plus en plus nombreux à penser dans le sens que je viens d'indiquer, et notre façon de voir emprunte peut-être une

certaine valeur au fait que nous sommes complètement désintéressés et que nous sommes plus au courant de ce qui se passe dans les milieux universitaires du Canada anglais et de l'étranger. Nous sommes d'ailleurs assurés que ceux que nous sommes heureux d'appeler de « vrais missionnaires de l'esprit » sont avec nous sur ce point et qu'ils déplorent certaines situations de fait qui amassent des tempêtes prochaines.

- 8 Tous ceux donc qui veulent le progrès culturel de notre pays et qui placent ce progrès au-dessus de la vaine satisfaction d'un chauvinisme inintelligent ; tous ceux qui croient qu'une Université digne de ce nom est avant tout une collection de cerveaux, se joindront à ses collègues pour féliciter le nouvel académicien et ils feront des vœux pour que, sans oublier Paris, Dijon et Strasbourg, sans oublier la France où il a laissé ses enfants, Pierre Masson consente à nous faire bénéficier encore longtemps des lumières de son enseignement et de l'éclat de ses travaux.

[La vraie fin de l'université]

- 9 L'Université fait vase communicant avec la vie nationale et avec la culture universelle. Elle doit suivre les fluctuations, les progrès et les changements de front de cette vie nationale et de cette vie universelle.
- 10 J'ai maintes fois exprimé, au temps où il y avait un certain courage à le faire, — comme c'est loin, tout ça ! — les grandes lignes de ce rajustement, telles que je les conçois, et sans quoi il me semble que l'Université de Montréal ne trouvera jamais la position d'équilibre indispensable. L'Université n'existe pas spécifiquement pour multiplier les « jobs » pour messieurs en redingote, elle existe d'abord pour le bénéfice de l'Idée, de la Culture, et ensuite (oui, je dis bien : ensuite) pour le bénéfice de notre groupe ethnique. Cette fin, ou ces fins, doivent conditionner la structure de l'Université, dans la mesure où le permettent les nécessités pratiques. L'Université, rajeunie par l'épreuve et remodelée avec l'aide d'hommes publics éclairés d'abord, et patriotes ensuite, devra rajuster et simplifier ses cadres, modérer les exigences individualistes, mettre à la raison les cumulards sans vergogne, éloigner les mercantis et les charlatans, exiger plus de culture et plus de compétence technique chez ses professeurs, mais leur assurer en même temps la vie matérielle et l'indépendance intellectuelle.
- 11 Il est telles ou telles réformes qui sont d'une urgence absolue. Telles sont la fusion administrative des Facultés et Écoles qui ont la prétention d'être universitaires, la condensation progressive de certains enseignements par l'établissement du système des Instituts à l'intérieur des Facultés, la fondation immédiate d'une école sérieuse de Géologie (mais d'une seule) dans la province, l'établissement d'un fonds de pension et d'une échelle de salaires avouable et avouée.

[Lignes de force du développement universitaire]

- 12 Le présent est assez grave pour nous occuper tout seul. Les observateurs de l'extérieur ne voient généralement dans la crise universitaire qu'une insoluble question financière. Mais le mal est infiniment plus profond, parce qu'il atteint sérieusement la vie intellectuelle et le moral de l'Université. Disons-le carrément. Nous sommes en pleine déliquescence. La génération de professeurs qui fait aujourd'hui le gros œuvre, et qui entra dans la carrière au moment même où s'organisait l'Université, marche maintenant

vers la quarantaine. Elle avait une valeur incontestable : valeur personnelle, et valeur de préparation universitaire. Elle est, à cette heure, profondément désillusionnée. Ceux d'entre ces jeunes d'alors — le nombre heureusement, disons-le à leur honneur — qui ne furent pas tout de suite envoûtés par le mercantilisme ambiant, sont aujourd'hui minés par le découragement. Ils ne croient plus que faiblement à la possibilité de constituer chez nous, comme chez toutes les nations qui se respectent, une véritable ambiance universitaire, faite de la certitude raisonnable du croûton de pain, de travail silencieux, de recherche désintéressée, de communion sereine et permanente à la culture universelle ! Cet état d'âme est infiniment dangereux pour la nation. Notre élite professorale est notre plus précieuse semence pour demain. Encore quelques années de cette atmosphère empoisonnée, et du grand effort de la dernière décade il ne restera plus rien que des vieillards désabusés et de souples mercantis en toge et bonnet carré.

- 13 Parce qu'ils n'ont plus foi en cette mouture dont on les gava : parce qu'ils croient que le temps est venu d'aborder, visière levée, les idées, les directives qui sont la chair et le sang mêmes de l'organisme universitaire ; parce que, sans minimiser l'effort et la contribution des professionnels et des praticiens qui collaborent à l'œuvre de l'Université, ils croient que seuls les universitaires de carrière et de plein temps ont le droit naturel d'orienter la vie universitaire ; parce qu'ils croient tout cela, ces professeurs dont je parle, ceux de la génération sacrifiée, viennent de fonder la *Société d'étude et de libre discussion des problèmes universitaires*.
- 14 Convaincus que l'Université n'est pas l'apanage d'une coterie, mais bien la chose de la nation, ils ouvrent la Société à tous les intellectuels, universitaires ou non, qui sont prêts à considérer objectivement les articles du programme énoncé ci-dessous. Ils ne désirent cependant pas collaborer avec ceux qui prétendent que l'Université telle que nous l'avons répond aux besoins, qu'elle existe pour faire vivre le plus grassement possible.
- 15 Les questions qu'étudiera la Société sont d'ordres divers. Elles touchent à la vie matérielle de l'Université, à son action extérieure, à sa vie intérieure surtout. Elles sont multiples et épineuses, et faut-il s'en étonner puisque l'Université est, ou doit être, comme la synthèse des opérations intellectuelles de la nation ?
- 16 Ces problèmes si variés, il est peut-être utile d'en mentionner ici quelques-uns, sans prétendre donner à cet énoncé une forme définitive — un problème bien posé n'est-il pas déjà à demi résolu ?
 - Libération politique des universités canadiennes-françaises, et en particulier de l'Université de Montréal ; recherche d'une entente raisonnable définissant les rapports entre l'État, qui a des droits légitimes, et l'Université, qui, à tout prix, doit rester fièrement et absolument au-dessus de la politique.
 - Représentation des universités à l'Assemblée législative ; ou participation à titre individuel de quelques professeurs à la vie politique de la nation ; ou l'une et l'autre de ces alternatives.
 - Indépendance pédagogique des facultés quant à leurs professeurs ; choix des doyens et des secrétaires de faculté parmi les professeurs de carrière qui dépendent exclusivement de l'université et qui ne sont pas subalternes dans une autre faculté.
 - Réglementation ou abolition du cumul des chaires.
 - Établissement d'une échelle de salaires raisonnable, échelle basée sur la pratique des universités étrangères, sur l'échelle des valeurs, sur les grades universitaires, sur les années de service, et non sur des préjugés professionnels ridicules et périmés.
 - Établissement d'un fonds de pension, de l'année sabbatique et de bourses d'études pour les professeurs.

- Centralisation progressive de l'enseignement par l'établissement du système des Instituts.
- Fondation urgente d'un Institut de Géologie par l'une ou l'autre de nos universités canadiennes-françaises, mais non par l'une et l'autre.
- Fusion administrative des Facultés et Écoles.
- Question des grades et des publications universitaires.
- Liberté raisonnable de la critique littéraire et scientifique.
- Étude des institutions para-universitaires : Association canadienne-française pour l'avancement des Sciences et Institut scientifique franco-canadien, leurs domaines respectifs, leur chevauchement possible, attitude de l'Université à l'égard de ces institutions.
- Opportunité de la collaboration, à l'œuvre universitaire, de professeurs étrangers ; conditions et étendue de cette collaboration.
- Relations de l'Université avec les universités étrangères.
- Direction des Facultés et Écoles par des nationaux ou des étrangers : cumul des directions.
- Rétablissement des facultés purement culturelles (théologie, philosophie, lettres, sciences pures, sciences sociales) à leur place naturelle, la première ; intensification de la vie et de l'enseignement de ces facultés.
- Recherche d'un plan défini d'orientation intellectuelle pour les Canadiens français, en tenant compte du fait primordial qu'ils sont des Français, et des Français d'Amérique.

[Pour le développement concerté d'un Institut de géologie]

[...]

- 17 Il nous faut un Institut national de Géologie, et tout de suite. Mais pour qu'il soit proprement nourri et achalandé, il faut que, d'ici vingt-cinq ans au moins, il n'y en ait qu'un seul, sur lequel nous concentrerons nos ressources en argent et en hommes. Il faut que nous brûlions sur le seuil de cet Institut de Géologie, et pour la première fois peut-être dans l'histoire de la nation, la folle paille de nos particularismes. Ces particularismes mesquins, nous allons avoir à en sacrifier moult sur l'autel du bon sens, si nous ne voulons pas renoncer définitivement à posséder les institutions culturelles essentielles à un peuple civilisé, même à un petit peuple civilisé.
- 18 Si nous voulons avoir des universités au Canada français — puisque nous sommes réduits à n'en avoir que deux au lieu d'une ! — il faut que Laval et Montréal s'entendent (ou qu'on les force à s'entendre) sur un certain nombre de truismes, de simplifications, de condensations et de restrictions nécessaires. Il faut encore que dans chacune de ces deux universités on arrive à faire *intra muros* une autre série de simplifications et de condensations. Ces condensations trouvent leur expression pédagogique et administrative dans le système des instituts subordonnés aux facultés, chaque institut assumant l'enseignement d'une discipline fondamentale pour les élèves de toutes les facultés. Faute d'avoir pu, ou d'avoir voulu faire cela, nous avons émiétté à l'infini nos maigres ressources, et il faut le répéter, bien que ce soit là une chose irritante, nous persistons, avec la belle légèreté qui nous caractérise, à vouloir procréer nos institutions essentielles de haute culture, par le monstrueux accouplement du gaspillage et de la pauvreté.
- 19 Mais heureusement, dans le cas présent, il s'agit de quelque chose d'entièrement nouveau. Nul quelconque bonhomme, nanti de privilèges à défaut de compétence, n'étant en travers du chemin, rien ne nous empêche de mettre sur pied, tout de suite, non pas un

petit cours exsangue de Géologie qui sera répété et répété encore tant que le papier sur lequel il est écrit tiendra bon, mais un véritable Institut, abritant nos meilleurs géologues. Cet Institut, où passeront tous les Canadiens français qui voudront faire des études supérieures en Géologie, sera en même temps, parce qu'il y aura des hommes pour y constituer une atmosphère scientifique, un véritable centre d'inspiration et de recherches.

- 20 Cet Institut devra-t-il être à Montréal ou à Québec ? Question pour moi d'importance secondaire, que l'on pourra régler en se plaçant au seul point de vue des avantages culturels de la nation. Que l'on veuille seulement à exclure rigoureusement les considérations de clocheton, même décorées du nom plus orthodoxe d'esprit régional.
- 21 On peut se demander si nous avons actuellement, au Canada français, le personnel nécessaire pour constituer cet Institut de Géologie qui, évidemment, comme tout ce qui est vivant, a le droit et même le devoir de commencer à l'état de germe, à condition toutefois que ce germe soit dûment fécondé et suffisamment racé. Je crois que oui, si nous réunissons nos forces, en faisant au besoin revenir au pays les géologues canadiens-français formés dans les universités de langue anglaise, et qui exercent à l'étranger, en Rhodésie et ailleurs. Mais il faudra veiller à n'admettre dans cet Institut que des géologues de carrière, qui donneront tout leur temps à l'institution, aussi bien pour l'enseignement que pour la recherche. Il faudra veiller aussi à éloigner les donneurs de cours en conserve, les mercantis, les concocteurs de prospectus miniers. Il est temps, au moment où la science canadienne-française est encore relativement vierge, — parce qu'elle vient de naître, — de protéger son honneur en établissant une éthique professionnelle très rigide.
- [...]
- 22 Voilà donc notre Institut de Géologie sur pied. Durant un certain nombre d'années, le gouvernement de la province de Québec devrait alimenter l'école en distribuant plutôt largement des bourses analogues à celles qu'il a distribuées en 1936. [...] Une vingtaine de bourses de Géologie distribuées chaque année à bon escient, — c'est-à-dire accordées au concours, — et l'Institut de Géologie ferait des merveilles.
- 23 Pour les explorations d'été, la Commission de Géologie de Québec emploierait les professeurs et les élèves de cette école nationale, et peu à peu la Commission géologique d'Ottawa s'adjoindrait des géologues formés à notre Institut de Géologie. Le « *No damned French Canadian need apply* » n'est surtout possible que par l'insuffisance, bien connue des étrangers, de notre enseignement, et le complexe d'infériorité que cette carence crée nécessairement chez nous. Faisons notre devoir, faisons-le intelligemment. Et alors, mais alors seulement, nous pourrions frapper énergiquement aux portes de la Commission géologique à Ottawa, pour exiger la part qui nous revient. En réalité ce sera beaucoup plus simple, car les portes s'ouvriront d'elles-mêmes.

[Comment l'Église doit comprendre et soutenir l'université]

[...]

- 24 Réfléchissons un moment. Il n'y a plus de Pyrénées. Qui peut l'ignorer ? On ne peut plus élever de remparts efficaces autour des cités et des nations. On ne peut empêcher les

intercommunications, les échanges journaliers d'idées entre les peuples. De lignes Maginot et Siegfried il ne peut y en avoir pour les esprits.

- 25 Qu'est-ce à dire ? Ceci. Que les moyens par lesquels notre clergé sincère et têtu nous a sauvés comme peuple au cours de notre histoire, non seulement sont périmés, mais qu'ils ont acquis, dans un monde renouvelé, une efficacité particulière pour nous perdre et nous détruire. Ici, je voudrais bien que l'on comprît exactement le sens de ma pensée. Notre technique de survivance a été la bonne durant deux siècles. Ceux qui l'ont appliquée avaient infiniment raison, et ils ont fait de nous, durant cette période, le peuple paysan le plus heureux de la terre ! Ce n'est pas là mince mérite ! Mais ils avaient raison comme avaient raison ceux qui construisirent nos vieilles fortifications. Pour un temps seulement. Seraient insensés aujourd'hui ceux qui voudraient répéter les fortifications à la *Vauban*. Seraient également insensés ceux qui voudraient obstinément isoler spirituellement notre petit peuple dans le monde moderne.
- 26 La résistance passive ne suffit plus. Aucun peuple ne peut aujourd'hui subsister s'il n'apporte sa part à l'édifice du progrès intellectuel, moral et matériel, s'il n'est en état de rayonner autour de lui. Ce dynamisme, cette activité centrifuge est, au fond, sa seule défense véritable. Un raisonnable rayonnement scientifique à l'extérieur de nos frontières n'est pas un luxe, mais une question de vie ou de mort.
- 27 Il est peut-être temps que nous ouvrons les yeux à cette réalité. Notre état social actuel ne peut durer. Nous allons changer ou disparaître. Ce ne sont pas nos multiples petites sociétés qui tournent toujours autour des questions et des situations, ce ne sont pas nos sempiternelles parlotes qui nous sauveront. J'ai entendu d'honnêtes idéalistes exprimer l'idée que le vide scientifique dont je parle sera comblé par des mouvements tels que le scoutisme, les cercles des jeunes naturalistes, et autres organisations semblables.
- 28 Ce n'est pas moi, vous le pensez, qui voudrais sous-estimer le renouveau que peuvent créer dans le domaine culturel, ces légions de jeunesse dont nous sommes si fiers. Oui ! disons-leur qu'ils sont les sauveurs de la patrie ! Cela leur donnera du cœur au ventre. Mais quand les enfants seront couchés, nous, les vieux, regardons-nous dans les yeux et parlons franchement.
- 29 Nous ne sortirons pas de l'impasse par des expédients, mais par un mouvement profond et silencieux qui ira toucher les choses à leur base, c'est-à-dire dans le domaine même de l'éducation.
- 30 À ce point, le président de l'ACFAS, ayant choisi comme sujet : *La science et notre vie nationale*, doit avoir le courage de remplir son devoir. Il s'est séparé de mouvements très nobles et d'amis très chers, parce que ces derniers, bien que pensant comme lui, refusaient de toucher à l'éducation. Humble soldat lui-même dans l'armée des éducateurs, votre serviteur a le privilège de battre sa coulpe sur sa propre poitrine comme sur celle des autres. Il regrette que ce soit à un homme de son humble robe qu'incombe ce rôle. Mais si le frère *Marie-Victorin*, comme tel, serait outrecuidant de l'assumer, le président de l'ACFAS doit parler, au nom du petit groupe d'hommes qui, au travers de grandes difficultés, ont entrepris de créer la science canadienne-française. Ce devoir qui m'incombe ce soir est de m'adresser au corps qui préside depuis toujours aux destinées de l'éducation en ce pays.
- 31 L'épiscopat occupe chez nous une situation tout à fait spéciale. En dehors de sa mission surnaturelle, il est incontestablement le corps le plus permanent, le plus représentatif, le plus éminemment respectable et respecté, et le plus ardemment patriote.

- 32 Durant de longues années encore — ne le regrettons pas trop, — notre peuple n'entendra que cette voix. Les gouvernements eux-mêmes savent fort bien qu'aucune réforme dans les domaines les plus importants ne peut être réalisée si elle n'est épaulée, ou du moins acceptée, par l'épiscopat.
- 33 Notre éveil à la vie scientifique, cet éveil qui par lui-même et par ses répercussions sur d'autres plans peut seul nous donner rang parmi les peuples, demande une collaboration de tous les instants entre ceux qui instruisent et ceux qui gouvernent.
- 34 J'ai à l'esprit en ce moment la douloureuse situation de nos universités. Le peuple ne la comprend pas, parce qu'il ne sait pas. Notre classe instruite comprend mal, parce qu'emprisonnée dans une conception archaïque du rôle des universités, et par suite aussi d'un contact insuffisant avec la science en marche.
- 35 Dans une démocratie où l'on vote sans cesse, les gouvernants doivent sans cesse avoir l'oreille appliquée sur la poitrine de l'électeur. Dans ces conditions on conçoit fort bien que les grands coups de gouvernail doivent venir d'ailleurs, de plus haut.
- 36 Connaissant mieux que personne l'unité de la science et de la foi sur les sommets de l'esprit, croyant pleinement à la puissance conquérante de la culture catholique et française, notre épiscopat est seul assez puissant pour jeter bas le mur de Chine qui ne défend plus rien, et pour susciter directement, ou par l'intermédiaire de l'État, les institutions capables de porter jusqu'au point de rayonnement l'inappréciable culture dont il est d'ailleurs le très éminent représentant.
- 37 Des évolutions semblables se sont faites en d'autres pays, en Belgique, par exemple, et dans un admirable esprit. Qui ne connaît le cas de la rénovation de Louvain ? J'ai encore à la mémoire cette parole que prononçait le cardinal *Van Roey*, archevêque de Malines, en 1927, au cinquième centenaire de la vieille Université : « Elle a servi la science, avec désintéressement, sans arrière-pensée, par amour de la science, laquelle vaut d'être aimée et honorée, parce qu'elle est le reflet de l'Absolu. » C'était confirmer les directions que donnait le grand cardinal *Mercier*¹, aux professeurs et élèves : « Il faut, disait-il, cultiver la science pour elle-même, sans y chercher directement aucun intérêt d'apologétique. » Il me semble que cette attitude désintéressée de l'épiscopat catholique est digne d'admiration et peut donner satisfaction aux plus exigeants.
- 38 Je ne crains donc pas de le dire, parce que j'en suis profondément convaincu, il n'y aura une science catholique et canadienne-française, il n'y aura un enseignement supérieur digne de ce nom, que le jour où notre épiscopat, non content de l'encouragement qu'il leur a toujours donné, en fera son œuvre, appliquant à cette tâche l'énorme force intellectuelle et morale dont il est le dépositaire. Il y réalisera sans doute les merveilles qu'il a opérées dans d'autres domaines : celui des mœurs, celui de la charité et celui de la paix sociale. Ce jour-là sera le jour de la seconde naissance de nos universités, et ce sera aussi le jour du salut de la patrie !

[Nécessité de publier]

- 39 Le véritable qui lien qui unit entre elles les universités du monde consiste surtout dans les publications, qui portent de l'une à l'autre, à la fois le résultat de leurs travaux respectifs et l'écho de leurs préoccupations intellectuelles. Les universités qui ne publient pas n'existent pas comme telles : c'est une vérité incontestable que ne doivent pas perdre de vue ceux qui président aux destinées de ces institutions. Refuser obstinément d'aider les

professeurs à publier leurs travaux, c'est à la fois écraser dans l'œuf leurs espérances d'épanouissement intellectuel, et continuer d'amasser sur ces universités le mépris du monde civilisé.

[...]

- 40 Universitaires catholiques, notre devoir nous fut tracé naguère par ce grand universitaire que fut le cardinal Mercier : avoir l'âme haute, très haute ; exceller dans l'art de chercher la vérité ; ne pas prêcher mais rayonner ; imposer le christianisme vrai par la valeur de ceux qui le professent. Et, passant à un domaine encore plus intime, j'ajoute, moi qui vous parle : établir dans nos âmes la ferme conviction que la connaissance, la science, la nature, l'amour, la foi, tout cela est un ! Brandir humblement mais courageusement, d'une seule main, les deux flambeaux divins de la connaissance et de l'amour, et essayer de les passer aux autres hommes.
- 41 Devant la confrontation inattendue du riche héritage spirituel venu du fond des âges chrétiens, et de la révélation, en un court siècle, d'une perspective effarante de profondeur : la science, que nos âmes modernes ne se troublent point ! Le monde en gésine se tord aujourd'hui dans la douleur pour enfanter un ordre social nouveau. La même recherche d'équilibre désaxe le monde intérieur, le monde de la pensée, où tout est remis en question, et où les raisons de la science n'ont pas encore complètement opéré leur jonction avec ces raisons que la raison ne connaît pas ! Mais il viendra, soyez-en sûrs, celui qui sera à la fois François d'Assise et François Bacon. Il réunira en la forte matrice de son âme les deux pensées, les deux sagesses, et de cette puissante fécondation naîtra le salut, par la communion à la Vérité totale, à l'Unité, c'est-à-dire au Divin !

NOTES

1. Le cardinal Van Roey avait succédé au cardinal Mercier comme archevêque de Malines.

RÉSUMÉS

Parallèlement à ses travaux de recherche et à son activité d'animation du progrès des sciences et de la pénétration de la culture scientifique dans la société, Marie-Victorin poursuit sa réflexion sur l'institution universitaire. De toutes ses forces, exploitant les tribunes qui lui sont offertes, mettant à profit par souci pédagogique les événements de l'actualité, faisant la promotion des projets qui lui sont chers, Marie-Victorin, au cours de la dernière décennie de sa vie, décrit méthodiquement les conditions et les caractéristiques d'une université vraiment moderne, et ce, avec beaucoup de prescience. Plusieurs des thèmes qu'il développe lui survivront et animeront les débats ultérieurs sur la chose universitaire ou inspireront des actions réformatrices. Dans les

textes qui suivent (dont les titres sont ajoutés), il souligne l'importance de l'ouverture des universités sur le monde et la nécessité de la collaboration internationale, il rappelle la vraie fin de l'université qui dépasse le seul service de la nation. À l'occasion de la création, en 1936, d'une « société pour l'étude et la libre discussion des problèmes universitaires », il identifie des thèmes de discussion qui constituent, à ses yeux, autant de lignes de force du développement universitaire. En 1937, appuyant le projet de création d'un institut de géologie, il met en lumière la nécessité de surmonter les querelles entre Montréal et Québec pour créer un seul institut et y développer une « masse critique » de chercheurs indispensable à son véritable décollage scientifique, thème qui sera beaucoup repris durant les trois dernières décennies. Catholique convaincu, il appelle l'Église à soutenir les universités et le développement de la science qui ne menace pas vraiment la foi. En 1941, dressant le bilan historique de l'Institut botanique, il rappelle combien la publication des résultats de la recherche est incontournable : « Les universités qui ne publient pas, écrit-il, n'existent pas comme telles. » Ainsi, dans la longue quête de la modernité universitaire au Québec, Marie-Victorin joue le rôle à la fois d'un phare et d'un levain en lançant dans les débats publics des idées qui résument les conditions et les caractéristiques d'une université moderne.